

## Le Sommet de Johannesburg : pauvreté contre environnement ?

En 1992, à Rio, se tenait le Sommet de la Terre ; en 2002, à Johannesburg se tient le Sommet mondial sur le développement durable. Est-ce à dire que le développement durable est devenu la solution aux problèmes de la planète ?

Les grands objectifs aujourd'hui avancés au Sommet de Johannesburg – éradication de la pauvreté, partenariat et précaution – sont en effet très sensiblement différents des principes sous les auspices desquels s'était ouvert le Sommet de Rio. Il fallait alors imaginer des mesures pour la conservation et la gestion des ressources naturelles et réconcilier le développement économique et l'environnement. Aujourd'hui, on constate un déplacement des préoccupations liées à la dégradation de la biosphère vers celles qui le sont à l'organisation des sociétés humaines. L'environnement semble réduit à la portion congrue au profit de la recherche d'une gouvernance qui réglerait tous les problèmes dans un contexte de libéralisation des échanges.

On peut s'étonner de trouver l'éradication de la pauvreté comme tout premier objectif du Sommet. Le rapport demandé initialement au GIEC, Groupe international d'études sur le climat, sur « Changement climatique et développement durable » a ainsi dû se recentrer, sous la pression de pays peu favorables à la remise en cause des modes de consommation et du partage des responsabilités, sur le thème largement plus consensuel, bien que peu argumenté scientifiquement, de « Changement climatique et pauvreté » ! En se focalisant sur une des conséquences sociales du développement, les organisateurs du Sommet semblent vouloir éviter une réflexion sur les valeurs de ce développement. Johannesburg ne sera pas non plus la rencontre des mouvements de Porto Alegre et de Davos. Le dogme du développement, mesuré en points de PIB et soutenu par le recours toujours accru à l'échange marchand et au désengagement de l'État, marque fermement les préparatifs de ce Sommet. La plupart des pays du Sud, dans leurs revendications de rattrapage de croissance, ne sont pas en reste pour réclamer l'accès au marché et la reconnaissance de droits de propriété intellectuelle. Il est peu probable qu'ils rejoignent le sommet parallèle des ONG qui dénonce l'extension des droits de propriété à toute la sphère environnementale et exige que les accords multilatéraux d'environnement ne soient pas soumis aux règles de l'Organisation mondiale du commerce. Par ailleurs, si, à Porto Alegre, les problèmes économiques structurels qui perpétuent à la fois la pauvreté globale et la détérioration de l'environnement ont été dénoncés, peu de mouvements ont tiré la conclusion que le développement

durable, en liant les droits au développement et les droits économiques et sociaux, devait en toute logique organiser la décroissance dans les pays du Nord.

Les événements du 11 septembre 2001 placent ce Sommet sous la menace du terrorisme. C'est au regard de l'exacerbation des antagonismes Nord-Sud qu'on ne peut s'empêcher d'interpréter l'appel à la paix et à la sécurité qui apparaît en toute première place dans le texte préparatoire à la Conférence, avant le slogan d'éradication de la pauvreté. Peut-on envisager un front autre que militaire ou commercial pour les pauvres, la paix, la planète ? Les États-Unis pèsent déjà très lourd sur les négociations avec leur décision de ne pas tenir compte du protocole de Kyoto avant 2012. Rappelons qu'ils n'ont pas non plus ratifié la Convention sur la diversité biologique et qu'ils ont refusé, lors de la conférence de Monterrey sur le financement du développement, tout calendrier pour porter l'aide publique aux pays pauvres à 0,7 % du PIB. L'augmentation des subventions à l'agriculture nord-américaine, les taxations d'importation d'acier, le soutien aux pétroliers, parallèlement à l'effort d'armement, bouleversent la configuration géopolitique de la planète en remettant en cause les règles du libre échange. Il est assez ironique que ce soient les États-Unis, principaux défenseurs du libéralisme, qui contribuent à fragiliser les fondements de l'édifice.

La position des États-Unis met ainsi en péril un bon nombre de négociations internationales menées sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies. Pour que le Sommet de Johannesburg puisse se tenir malgré tout, les États-Unis ont proposé de juxtaposer aux négociations onusiennes des « Initiatives de type 2 ». Ces initiatives d'un autre type consistent en une multiplication de partenariats nouveaux entre gouvernements, organisations internationales ou société civile, orientés vers l'action et devant permettre de transcrire dans les faits les engagements politiques. Il n'y a pas de discussions prévues sur ces projets à Johannesburg, mais ceux qui satisferont aux critères de mise en œuvre de l'Agenda 21 et de soutien durable aux pays du Sud seront annoncés aux manifestations officielles du Sommet ! Il est à craindre que ces propositions de partenariats multi-acteurs disparates ne soient le principal résultat du Sommet et ne contrarient l'élaboration d'une déclaration politique commune concertée au niveau international. Au cas où l'on en aurait douté, il n'y aura pas de concept scientifique nouveau à Johannesburg et l'on y parlera probablement que fort peu d'environnement.

Catherine Aubertin